



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 12-2023-08-23-00002 du **23 AOUT 2023**
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement à la société CENTRALE
ÉOLIENNE DES PINS pour le parc éolien de la Bouleste I qu'elle exploite sur les communes
de FLAVIN et de PONT-DE-SALARS

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement,
- VU** le décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en créant la rubrique 2980 relative aux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs ;
- VU** le décret du 05 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le récépissé n° 14428 de la préfecture du 22 août 2012 octroyant le bénéfice des droits acquis à la SASU ENEL GREEN POWER FRANCE pour l'exploitation des éoliennes situées aux lieux-dits « La Bouleste » sur la commune de FLAVIN et « Les Pougets » sur la commune de PONT DE SALARS et actant leur classement en régime d'autorisation sous la rubrique n° 2980-1 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le récépissé n° 15363 de la préfecture du 8 avril 2015 notifiant le changement de dénomination sociale de la SASU ENEL GREEN POWER FRANCE à la SAS BORALEX ENERGIE VERTE ;

- VU** le transfert d'autorisation environnementale de la préfecture du 21 juin 2022 à la société CENTRALE ÉOLIENNE DES PINS;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-21-06-01-00011 du 1^{er} juin 2021 portant mise en place de mesures pour la protection des chiroptères et des oiseaux ;
- VU** l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juin 2021 susvisé qui dispose que « *Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mises en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. [...] Le plan de bridage est opérationnel avant le 1^{er} juin 2022* » ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 18 juillet 2023 faisant suite à la visite d'inspection du 18 juillet 2023 sur le site exploité par la société CENTRALE ÉOLIENNE DES PINS transmis à l'exploitant par courriel et par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 26 juillet 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 4 août 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.511-1 du code de l'environnement vise les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique et que les oiseaux et les chiroptères sont donc des intérêts à protéger ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *[..] en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [..]* », le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser la situation constatée dans un délai précisé dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 18 juillet 2023, l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence d'un plan de bridage chiroptères ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juin 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements présentent des enjeux pour la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CENTRALE ÉOLIENNE DES PINS de respecter les prescriptions de l'article ci-dessus visé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société CENTRALE ÉOLIENNE DES PINS dont le siège social est situé 90 Chemin de Cransou 12200 VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur les communes de FLAVIN et PONT-DE-SALARS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juin 2021 susvisé en mettant en place un plan de bridage chiroptères selon les paramètres prévus par ce même article.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est de 4 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais suivants :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 4 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le Maire de la commune de Flavin, le Maire de la commune de Pont-de-Salars, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CENTRALE ÉOLIENNE DES PINS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Rodez, le

23 AOÛT 2023

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Isabelle KNOWLES